

## Et alors ? Et après ?

Certes , le président sortant qui, durant ses prises de responsabilités politiques, a sapé violemment les conquêtes sociales, développé la précarité, restreint les libertés et stigmatisé des catégories entières du peuple n'effectuera pas de second mandat ; certes ce n'est pas le candidat de l'exclusion totale des étrangers, du « vrai travail » qui a gagné, et on peut quand même s'en réjouir.

### Mais après ?

Même si SUD éducation 59/62 réaffirme ici son indépendance totale vis-à-vis des partis et du théâtre politique et sa volonté d'une autre société réellement démocratique, nous ne pouvons nous réjouir ni des résultats du premier tour des présidentielles ni des idées et thématiques abordées lors de cette campagne.

Croire que c'est la croissance, la résorption des déficits publics et la réaffirmation de la nation française qui peuvent nous guider vers un avenir meilleur ne nous apparaît pas comme l'idée la plus opportune.

Car ce ne sont ni l'élection du président « socialiste » ni les piliers de son programme qui rééquilibreront comme par magie le rapport de force entre le pouvoir de l'agent, les marchés financiers, les dominant-es économiques, politiques et médiatiques d'un côté et les aspirations progressistes et radicales de transformation sociale, d'écologie et d'accroissement des droits et libertés d'un autre.

Le contexte international nous aide à le comprendre ne serait-ce qu'en regardant « l'exemple » grec.

## Comment faire ?

Allez, nous sommes d'accord sur un point avec le nouveau président :

### **l'éducation doit être une priorité...**

... mais une éducation émancipatrice, indépendante des pouvoirs économiques, avec un projet de développement démocratique et social réellement dans l'intérêt des élèves et de notre avenir commun ; c'est tout l'inverse de l'esprit des multiples mesures et contre-réformes qui ont attaqué violemment le service public d'éducation et qui continuent de produire leurs effets délétères en terme de conditions de travail et de nature des missions.

Certaines de nos revendications sont sur la table (cf verso et site fédéral : <http://www.sudeducation.org/> ),

et bien d'autres sont en débat avec l'ensemble de la communauté éducative.

Tout comme au niveau interprofessionnel et dans l'ensemble du champ social avec notre union interprofessionnelle Solidaires (voir notamment à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/> ) et l'ensemble des forces progressistes.

Mais pour faire avancer nos idées de transformation et de progrès sociaux, **nous ne pouvons attendre**. Sans pression sociale et sans mobilisations fortes, les idées progressistes sont toujours qualifiées d'irréalisables et de dangereuses ; or, dès que les luttes permettent de les imposer, ces idées deviennent des piliers et des leviers de la construction sociale collective.

## **DÈS MAINTENANT, REPRENONS LE CHEMIN DE LA MOBILISATION LA PLUS LARGE POSSIBLE !**

**Débattons collectivement de nos revendications et des modes d'action et imposons nos solutions.**

**Ce n'est pas à nous de payer leurs crises ; pour une autre école dans une autre société !**

**POUR :**

- **une école émancipatrice et démocratique** dans l'intérêt des élèves, des personnels et de notre avenir commun (développement de la démocratie au sein des établissements et écoles, mise en place de pédagogies alternatives, réduction drastique du nombre d'élèves par classe, renforcement et développement d'un service d'orientation indépendant des pouvoirs économiques...);
- **un enseignement polyvalent et pluri-culturel;**
- pour une **formation des lauréats aux concours** rémunérée et de deux ans, avec un temps partiel en responsabilité, et des modules sur le droit du travail ;
- le développement de la **formation continue des personnels sur temps de travail ;**
- le développement du **travail en équipes non hiérarchisées sur temps de travail ;**
- le développement d'un *service de remplaçant-es titulaires pour toutes les catégories de personnels ;*
- la **titularisation de tou-t-es sans condition ;**
- l'**amélioration des conditions de travail** des élèves et des personnels (diminution du temps de travail, fin du sous-effectif récurrent pour la vie scolaire et l'entretien, décharge pour les tuteurs/trices de stagiaires, développement des outils de santé au travail...);
- le **rétablissement de tous les postes supprimés et la création de tous les postes nécessaires** (aussi bien pour l'enseignement du primaire et du secondaire, le RASED, d'orientation que pour les postes administratifs, ouvriers et techniques) ;
- l'**augmentation des salaires**, en commençant par les plus faibles ;
- le **retour aux 37,5 années de cotisation et à la retraite à 60 ans.**

**CONTRE :**

- les fermetures de classe, d'écoles et d'établissements ;
- la professionnalisation du cursus des élèves dès la quatrième, et le développement de l'apprentissage au profit des patrons ;
- la loi OFPTLV (*orientation et formation professionnelle tout au long de la vie*) ;
- le fichage des élèves (base-élèves, livret personnel de compétences) ;
- les contre-réforme des lycées (général, technologique et professionnel) ;
- le renforcement de toutes les hiérarchies : du petit chef à la petite cheftaine, de la hiérarchie administrative ou pédagogique ;
- les contrats précaires et l'exploitation éhontée des personnes ;
- la masterisation ;
- le décret sur l'évaluation des enseignant-es et l'évaluationnîte aiguë ;
- les contrats d'objectifs et la transformation de l'école en entreprise ;
- les journées de carence.